



Athanase Popov

Date de naissance: 16/10/1980 | **Nationalité:** Luxembourgeoise, Française, Bulgare |

Sexe: Masculin | **Numéro de téléphone:** (+352) 661185573 (Tél. mobile) | **Adresse électronique:**

athanase.popov@ec.europa.eu |

Adresse: 56 RUE GAASCHTBIERG, L-8230, MAMER, Luxembourg (Domicile)

● JE ME PRÉSENTE

Fort d'une expérience conséquente en tant que praticien et théoricien du droit européen et du droit international, je suis multilingue et de formation juridique au départ franco-anglaise (élargie aux droits luxembourgeois et bulgare depuis). Juriste polyvalent, je suis également linguiste et m'intéresse aussi à d'autres sciences humaines et même à certaines sciences exactes telles que les différentes composantes de la médecine, à la physiologie et à la biologie.

● EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

EN COURS Paris, France

MEMBRE ASSOCIÉ DE L'IREDIÉS INSTITUT DE RECHERCHE EN DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

01/11/2020 – EN COURS Luxembourg

CHARGÉ D'AFFAIRES, ASSISTANT ET INSPECTEUR NUCLÉAIRE AUPRÈS DU DIRECTEUR DE LA DG ENER E
COMMISSION EUROPÉENNE

J'assiste le directeur de la DG ENER E dans la gestion de cinq unités et le conseille sur les questions juridiques, mais aussi opérationnelles et stratégiques. J'ai par ailleurs développé des compétences techniques en devenant moi-même inspecteur nucléaire. Je travaille aussi sur des dossiers transversaux avec les autres directions de la DG ENER (notamment avec la DG ENER A) sur les politiques énergétiques de l'UE dans leur ensemble, mais aussi sur le filtrage des investissements directs en provenance de pays tiers, le contrôle des exportations de biens dits "à double usage", plus généralement le droit européen, le droit international, la protection des données personnelles, le droit de la fonction publique, le droit des contrats, le droit des marchés publics.

Entreprise ou secteur Administration publique

01/10/2015 – 30/09/2020 Luxembourg, Luxembourg

JURISTE COMMISSION EUROPÉENNE

Traitement de dossiers législatifs (ex: analyse d'impact et proposition de règlement); analyse de la transposition de directives; protection des données personnelles (règlement (UE) 2018/1725); affaires contentieuses; demandes d'accès aux documents; règles sur la classification de l'information et les habilitations de sécurité; recherches juridiques sur des recours en manquement; soutien juridique en matière de contrôles de sécurité et de relations avec l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA); soutien juridique à deux directions (dix unités opérationnelles au total); coordination de diverses tâches, consistant y compris à attribuer du travail à des chefs d'unité ; remplacement occasionnel du chef du secteur juridique de mon unité, voire exceptionnellement du chef d'unité.

Coordination de plusieurs tâches juridiques au sein de la Direction. Suivi de la proposition de directive sur les lanceurs d'alerte, ainsi que de la proposition de règlement sur les biens à double usage.

Préparation du rapport de la Communauté Euratom en application de la Convention sur la Sûreté Nucléaire; représentation de la Communauté Euratom devant les autres parties de cette convention.

Coordination des commentaires sur l'ensemble des décisions de la Commission relatives à des aides d'État dans le secteur nucléaire.

Suivi des conventions d'Aarhus et Espoo.

Prolongation de l'adhésion de la Communauté Euratom à l'organisation pour la pacification de la péninsule coréenne KEDO.

Contributions, de la part de la Commission européenne, au *Nuclear Law Bulletin*, revue spécialisée en droit nucléaire.

Formations juridiques destinées aux fonctionnaires et agents de la Commission européenne ainsi qu'aux inspecteurs nucléaires de la Communauté Euratom et de l'AIEA.

Suivi de la ratification, par les États Membres de l'UE (Royaume-Uni, Belgique, Italie), du Protocole de 2004 à la Convention de Paris sur la responsabilité civile nucléaire, qui soulève des questions relatives à la compétence juridictionnelle et aux aides d'État.

Observations de la Commission européenne devant le Comité d'application de la convention d'Aarhus (affaire ACCC/C/2015/128); mémoire en duplique de la Commission dans l'affaire *Autriche c. Commission*, T-356/15 (avec le Service juridique); mémoire en défense dans l'affaire *Autriche c. Commission*, T-101/18; exception d'irrecevabilité dans l'affaire *TVO c. Commission*, T-620/17; suivi de l'affaire *TVO c. Commission*, T-52/18 (contrôle des concentrations); soutien au service juridique dans le cadre de l'affaire *Inter-Environnement Wallonie et Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen*, C-411/17 (audience devant la grande chambre le 10 septembre 2018).

Soutien apporté à la DG COMP et au service juridique de la Commission européenne dans les affaires SA.48394 (Roumanie – Restructuration de la CNU) et SA.44727.

15/11/2010 – 30/09/2015 Luxembourg

JURISTE LINGUISTE À LA COUR DE JUSTICE DE L'UE COUR DE JUSTICE

Traduction des actes de procédure à destination des cabinets, ainsi que des conclusions des avocats généraux rédigées dans des langues autres que le français; recherches juridiques et interventions orales ponctuelles.

Traduction vers le français, pour le Tribunal et la Cour de justice, d'actes de procédure rédigés en **anglais, bulgare, allemand, slovène** et **croate**.

Demandes de décisions préjudicielles, conclusions, requêtes et mémoires en droit des marques, ententes, aides d'État, droits antidumping, droit procédural, taxation des dépens, droit international privé, droit des étrangers, droit de la fonction publique, gel de fonds, accès aux documents, marchés publics.

J'ai contribué à fixer la terminologie employée par la Cour et le Tribunal, en influençant de la sorte leur raisonnement, par exemple dans l'affaire devant la grande chambre C-83/14, *CHEZ Razpredelenie Bulgaria* (Arrêt de la Cour du 16 juillet 2015), où j'ai traduit l'intégralité des actes de procédure (y compris les observations de plusieurs gouvernements); dans les affaires *Hristov/Commission et EMA, EMA/Hristov* (T-27/15 P), *Commission/Hristov* (T-26/15 P); *Ruse Industry/Commission* (T-489/11, et C-271/13 P), etc.

01/10/2005 – 14/11/2010

JURISTE ET TRADUCTEUR DIVERS CABINETS D'AVOCATS ET ENTREPRISES EN FRANCE ET AUSSI EN BULGARIE

Activités de conseil en droit des contrats; droit international privé; arbitrage international; droit international public; droit de la concurrence; financement de projets.

1. Janvier à juin 2010: Service juridique de Michelin (Clermont-Ferrand), droit de la concurrence
2. Avril à juillet 2009: Collaborateur de Sabev & Partners (Sofia), financement de projets publics
3. Mars 2008 à mars 2009: Freshfields Bruckhaus Deringer (Paris), arbitrage international et droit international public
4. mai 2005 à février 2008: stagiaire au cabinet d'avocats Haddad-Brami (Paris), droit des obligations et droit international public
5. 2004: stagiaire en droit des étrangers au Groupe d'Intervention et de Soutien aux Travailleurs Immigrés (Paris)

● **ÉDUCATION ET FORMATION**

EN COURS Luxembourg

COURS COMPLÉMENTAIRES EN DROIT LUXEMBOURGEOIS (CCDL) Ministère de la Justice (Luxembourg)

Site web <https://mj.gouvernement.lu/fr/professions-droit/avocat/acces-profession-avocat.html>

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE Université du Luxembourg

RECHERCHES DOCTORALES EN DROIT CONSTITUTIONNEL (SUJET ABANDONNÉ AU PROFIT D'UN SUJET EN DROIT DE L'UNION À L'UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG) Université de Paris II

MASTER 2 EN ETUDES EUROPÉENNES Sorbonne nouvelle

MAÎTRISE EN DROIT DES AFFAIRES Sorbonne

LLB IN LAW King's College, London

MASTER RECHERCHE EN ÉTUDES BULGARES ET SLAVES INALCO

PREMIÈRE ANNÉE D'ÉTUDES D'HISTOIRE Sorbonne

FORMATION D'INSPECTEUR NUCLÉAIRE Commission européenne

● **COMPÉTENCES LINGUISTIQUES**

Langue(s) maternelle(s): **FRANÇAIS, BULGARE ET ANGLAIS À ÉGALITÉ**

Autre(s) langue(s): **ALLEMAND, LUXEMBOURGEOIS, RUSSE, SERBE ET CROATE, MACÉDONIEN, SLOVÈNE, ITALIEN.**

	COMPRÉHENSION		EXPRESSION ORALE		ÉCRIT
	Compréhension orale	Compréhension écrite	Expression orale en continu	Interaction orale	
ESPAGNOL, PORTUGUAIS, NÉERLANDAIS	A1	A2			
POLONAIS, UKRAINIEN, GREC, HÉBREU	A1	A1			

Niveaux: A1 et A2: utilisateur de base; B1 et B2: utilisateur indépendant; C1 et C2: utilisateur expérimenté

● **PUBLICATIONS**

2026

Deux projets d'ouvrages

1. Projet d'ouvrage collectif sur les contestations nationales de la primauté du droit de l'Union
2. Projet de direction de mélanges consacrés à M. le juge Alexander Arabadjiev

2025

Commentaire complet du traité Euratom

Accord de principe pour la collection dirigée par le Pr Picod.

2025

Article en bulgare sur l'octroi des licences nucléaires et les règles en matière de sûreté nucléaire

Law Journal of the New Bulgarian University

2025

Rapport luxembourgeois en droit de l'énergie

Rapport pour le congrès de la FIDE en Pologne.

Editions de la nouvelle Université bulgare

2024

Declaratory adjudication in EU law

Thèse soutenue en 2017, réécrite et avec une problématique différente.

Accepté par Larcier

2024

Les discriminations linguistiques ou le législateur renvoyé face à ses responsabilités

Le droit européen n'offre pas suffisamment de garanties contre les discriminations linguistiques. C'est au législateur national qu'il incombe de se saisir de cette question.

Développement de l'exposé présenté le 08.12.2022 à Louvain-la-Neuve, article à paraître au JDE

2024

Commentaire du chapitre 7 traité Euratom pour "L'Union européenne de la défense – Commentaire article par article"

Ouvrage à paraître aux éditions Larcier (collection dirigée par le Prof. Fabrice Picod), coordonné par les Professeurs Stéphane Rodrigues, Elsa Bernard et Quentin Loiez

2023

La primauté du droit de l'Union européenne à l'aune des résistances renouvelées des juridictions nationales

A paraître dans les actes du colloque.

Presses universitaires de Poitiers

2023

La notion de « citoyens appartenant à un autre peuple » dans les relations bilatérales entre la Bulgarie et la Macédoine du Nord : de l'objectivité à la subjectivité de l'appartenance à une minorité nationale

A paraître dans les actes du colloque organisé à la Sorbonne.

2024

L'injusticiabilité des actes collectifs des États membres n'ayant pas été formellement adoptés en tant qu'actes de l'Union

Les actes adoptés conjointement par les États membres, mais sans passer par une procédure législative ou une procédure de conclusion d'un accord de l'Union, pris en marge des réunions du Conseil, existent depuis longtemps, sans que leur justiciabilité ait jamais fait l'objet d'une étude d'ensemble. En l'état actuel de la jurisprudence du juge de l'Union et du droit positif national, ces actes ne peuvent pas faire l'objet d'un contrôle juridictionnel. Il s'agit ainsi d'un îlot d'injusticiabilité en droit de l'Union. Seule la compétence préjudicielle de la Cour de justice dans des affaires nationales mettant en cause de tels actes fait actuellement l'objet de discussions doctrinales, mais la question n'est pas encore tranchée par la jurisprudence.

Revue des affaires européennes, 2023/4

2023

National report on the European social Union (with Luca Ratti)

Rapport luxembourgeois pour le congrès de la FIDE à Sofia.

Lien [https://orbilu.uni.lu/bitstream/10993/55351/1/Popov-Ratti%2C Luxembourg national report at FIDE Congress Sofia 2023.pdf](https://orbilu.uni.lu/bitstream/10993/55351/1/Popov-Ratti%2C%20Luxembourg%20national%20report%20at%20FIDE%20Congress%20Sofia%202023.pdf)

2023

Commentaire de l'affaire Sharpston

"L'« affaire Sharpston » relative aux conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la fin du mandat de l'avocate générale britannique ou la difficulté du contrôle, par la Cour de justice de l'Union européenne elle-même, de son indépendance de l'égard des États membres en ce qui concerne l'inamovibilité de ses membres".

Cahiers de droit européen, numéro double 2-3/2022

2023

Зачитането на националната идентичност на държавите членки по смисъла на член 4, параграф 2 ДЕС в съдебната практика на Съда на ЕС (L'identité nationale des Etats membres au sens de l'article 4, paragraphe 2, TUE, dans la jurisprudence de la CJUE)

L'article examine l'identité nationale en tant qu'obstacle ou menace pour la primauté du droit de l'Union.

Revue juridique de la Nouvelle université bulgare, 2/2013; European Public Law 30, Issue 3

2023

The Court of Justice of the EU rules that the Commission did not adequately identify the reference framework for assessing whether a tax ruling constituted illegal State aid (Fiat Chrysler)

Tax rulings are a particularly sensitive topic in Luxembourg (See OpenLux – le chemin est encore long vers davantage d'équité fiscale, 9 March 2021, <https://horsdefrance.eelv.fr/openlux-equite-fiscale/>.) They certainly constitute a controversial practice as their final effect is to limit taxation for large multinational companies with a huge turnover as compared to the average taxpayer. On the other hand, countries such as Luxembourg are trapped into a vicious circle given that although tax rulings are unfair, the economy of the country is reliant on them to a considerable extent. Tax rulings are not illegal, yet they may be caught by State aid rules and thus in case of recovery of the State aid, the State would no longer be allowed to depart from standard taxation established via the arm's length principle. But what shall the reference framework be for characterising the normal tax system applicable in the Member State concerned? In the important Fiat Chrysler Grand Chamber ruling of the Court, the Commission's methodology was deemed partially incorrect. As a result, the Commission will have to reason its State aid decisions about tax rulings differently in order to implement the Court's analysis.

Concurrences

"Conséquences de l'acquisition de la nationalité de l'Etat membre d'affectation sur le réexamen du droit à l'indemnité de dépaysement nonobstant l'incidence limitée de la qualité de citoyen d'un autre Etat membre de l'Union sur l'état de dépaysement des fonctionnaires européens et autres agents"

Revue des affaires européennes, 2022/4.

["Contre l'état d'urgence permanent: plaider pour le maintien du droit commun en toutes circonstances"](#)

Publication juridique sur mon blog personnel.

Lien <https://www.courrierdesbalkans.fr/Blog-o-Contre-l-etat-d-urgence-permanent-plaidoyer-pour-le-maintien-du-droit>

"L'action de la Communauté Euratom et de l'Union européenne en matière de sûreté et de sécurité des installations nucléaires"

In Muriel Rambour (dir.), *Sûreté et sécurité des installations nucléaires*, Mare & Martin, 2021.

"L'arrêt Wightman: de la consécration du droit de révocation unilatérale de la notification de retrait de l'Union européenne à la consolidation de la jurisprudence sur les actions déclaratoires préventives utilisées en vue de provoquer un renvoi préjudiciel"

Unique commentaire de cet important arrêt cité dans *EU Constitutional law* de Koen Lenaerts et Piet Van Nuffel.

Cahiers de droit européen, 2/2019

2019

"Surfacturations hospitalières et qualité de vie des fonctionnaires européens au Grand-Duché de Luxembourg: le Tribunal de l'Union constate que la convention négociée entre l'Union et les hôpitaux luxembourgeois viole le principe de non-discrimination en raison de la nationalité"

Commentaire de l'arrêt Wattiau/Parlement, T-737/1, *Revue des affaires européennes*

"Centrale nucléaire de Doel: prolongation d'activités, évaluation des incidences environnementales et principe de participation"

Synthèse 2019, Droit nucléaire, du Centre européen de recherches sur le risque, le droit des accidents collectifs et des catastrophes.

THE EU GENERAL COURT ANNULS THE COMMISSION'S STATE AID DECISION ON THE BASIS THAT IT LACKED JURISDICTION TO IMPLEMENT RELEVANT LAW IN A SITUATION WHERE ALL RELEVANT FACTS HAVE TAKEN PLACE BEFORE ROMANIA'S ACCESSION TO THE EU (MICULA)

[EU General Court, Micula, T-624/15, T-694/15 and T-704/15, 18 June 2019](#)

Lien <https://www.concurrences.com/fr/bulletin/news-issues/june-2019/the-eu-general-court-annuls-the-commission-s-state-aid-decision-on-the-basis>

THE EU COURT OF JUSTICE PRELIMINARILY DETERMINES THAT A LITHUANIAN AID SCHEME FOR THE PROVISION OF PUBLIC INTEREST SERVICES IN THE ELECTRICITY SECTOR BREACHES STATE AID RULES (ACHEMA / ORLEN LIETUVA / LIFOSA / VKEKK)

[EU Court of Justice, Achema / Orlen Lietuva / Lifosa / VKEKK, Case No. C-706/17, Judgement, 15 May 2019](#)

Lien <https://www.concurrences.com/fr/bulletin/news-issues/may-2019/the-eu-court-of-justice-rules-upon-request-for-a-preliminary-ruling-whether-the>

2019

[The Brexit process and the revocation of UK's intention to withdraw from the EU](#)

The ruling of the Court of Justice in [Wightman](#) is remarkable, to an extent rarely seen in the case-law of the European judiciary, not only because this is a Full Court judgment, not only due to its political consequences on the Brexit process, not only because it was rendered within a remarkably short deadline, but most and foremost due to the quality of its reasoning, subject to a few reservations, even though that reasoning raises new controversies.

Brexit Institute

2018

[Euratom competence in the areas of nuclear security and nuclear safety: An impossible parallel? Nuclear Law Bulletin, No 101, Volume 2018/2](#)

This study begins by outlining the Euratom Community's competence in the area of nuclear security. Next, a parallel will be drawn between nuclear security and nuclear safety in Euratom law. Then, potential Euratom initiatives in the field of nuclear security will be discussed. Finally, the legal basis for the implementation of the Convention on the Physical Protection of Nuclear Materials (CPPNM) in Euratom law will be analysed. While the IAEA lacks enforcement powers generally and as regards nuclear security in particular, Euratom does possess extensive enforcement powers in the field of physical protection, a component of nuclear security. The IAEA may only make non-binding recommendations in its Nuclear Security Reports, while the European Commission may impose direct sanctions on nuclear operators. Such sanctions under Chapter 7 of the Euratom Treaty are normally imposed when operators have been violating the nuclear safeguards framework, but since safeguards implicitly cover physical protection, sanctions under Article 83 of the Euratom Treaty may also be imposed when the provisions of the CPPNM that apply to Euratom have been breached. National sovereignty is equally at stake with nuclear safety as with nuclear security. Strangely enough, Euratom has been effectively exercising its competencies in the field of nuclear safety, but not in the field of nuclear security, although the latter are older than the former. For the time being, there are no Commission initiatives in the field of nuclear security, and 'it should be noted that the Council has repeatedly disagreed on any attempt by the Commission to get involved - on behalf of Euratom - in nuclear security matters'. This situation, however, may change in the future, especially considering the European Council conclusions of 22 March 2018 on the Salisbury attack.

Referenced by the International Atomic Energy Agency

2018

[Правомощията на Общността Евратом – нови \(и стари\) предизвикателства в рамките на самостоятелна правосубектност](#)

Evropeyski praven pregled est la revue bulgare spécialisée en droit européen, dirigée par MM. les juges Alexander Arabadjiev et Alexander Kornezov.

Article sur la Communauté Euratom

2018

[Analyse de la notion de lex specialis](#)

S'il est incontestable que la Communauté Euratom possède une personnalité juridique distincte, peut-on également poser l'existence d'un ordre juridique distinct? La réponse semble pouvoir être positive, du moins dans certains cas de figure, ce qui a des conséquences sur le droit matériel applicable à certains actes juridiques, quelquefois indépendamment de la base juridique ayant déterminé leur procédure d'adoption. L'existence d'un ordre juridique distinct de la Communauté Euratom dépend de l'interprétation de l'article 106bis, paragraphe 3, CEEA, aux termes duquel les dispositions du TUE et du TFUE «ne dérogent pas» à celles du traité CEEA ou traité Euratom.

Cahiers de droit européen

2018

[« Les difficultés de mise en œuvre de la citoyenneté européenne : l'exemple de la participation à la vie politique européenne et locale et ses conséquences en termes identitaires »](#)

Diffusé par deux syndicats de la fonction publique européenne.

Lien <http://epsu-cj.lu/conditions-de-vie/>

2017

The admissibility of direct and indirect judicial review and effective judicial protection in EU law

PhD thesis (Supervisor: Professor Eleftheria Neframi), unpublished

2017

Issues about the autonomy of EU law raised by Investor-State Dispute Settlement under intra-EU BITs and EU International Investment Agreements

Jean Monnet Working Papers

2016

Mise au point sur les discriminations directes et la discrimination par association

Revue des droits de l'homme

2017

Identification de l'auteur de l'acte et recevabilité des recours en annulation

« Identification de l'auteur de l'acte attaqué et recevabilité du recours en annulation : le Tribunal de l'Union estime que la « déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016 » ne saurait faire l'objet d'un recours en annulation, Tribunal de l'Union, première chambre élargie, ordonnances du 28 février 2017, *NF, NG et NM / Conseil européen*, aff. T-192/16, T-193/16 et T-257/16 »

Cité sur Eur-Lex.

Revue des affaires européennes, 2017/1

2016

"Nouvelles précisions sur la théorie du renvoi préjudiciel?"

Réflexions à propos du respect des hiérarchies juridictionnelles nationales par le droit de l'Union au vu de l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 27 octobre 2016, rendu dans l'affaire C-439/16 PPU *Emil Milev*

Réflexions à propos du respect des hiérarchies juridictionnelles nationales

2015

Commentaire de l'avis 2/13

Commentaire cité par le Conseil de l'Europe.

Revue des droits de l'homme

2015

THE PRECONDITIONS FOR COMPATIBILITY OF NATIONAL PROCEDURAL ADMINISTRATIVE LAW WITH EU LAW AND THE PRELIMINARY REFERENCE PROCEDURE IN LIGHT OF RECENT JUDGMENTS FROM THE COURT OF JUSTICE OF THE EUROPEAN UNION IN BULGARIAN CASES

The paper shows, in a summary way, the purpose of the preliminary reference procedure before the Court of Justice of the European Union, with a special emphasis on the review of compatibility of national law with EU law. Such a review may not seem to be possible on a strict reading of the treaties, yet it is being carried out in practice. Certain preliminary references from Bulgarian courts are very good examples to that effect: Although Bulgaria is a new Member State of the EU, some of its courts' preliminary references are particularly seminal.

US-China Law Review, Vol. 12, No 1, January 2015

2013

ВЗАИМНОТО ДОПЪЛВАНЕ МЕЖДУ ЖАЛБАТА ЗА ОТМЯНА, ПОДАДЕНА ОТ ЧАСТНИ ЛИЦА И ПРЕЮДИЦИАЛНОТО ЗАПИТВАНЕ ЗА ПРЕЦЕНКА НА ВАЛИДНОСТТА НА АКТ НА ЕС ПРЕДИ И СЛЕД ВЛИЗАНЕТО В СИЛА НА ДОГОВОРА ОТ ЛИСАБОН И ПОДОБРЯВАНЕТО НА ДОСТЪПА ДО ПРАВОСЪДИЕ

Evropeyski praven pregled est la revue bulgare spécialisée en droit européen, dirigée par MM. les juges Alexander Arabadjiev et Alexander Kornezov.

La complémentarité entre les recours en annulation formés par des particuliers et les renvois préjudiciels en appréciation de validité avant comme après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et l'accès au prétoire de l'Union européenne

L'article, proposé par l'intermédiaire de M. Koen Lenaerts, a relancé la discussion sur le sujet, notamment dans D. Waelbroeck & D. Bombois, "Des requérants 'privilegiés' et des autres... À propos de l'arrêt *Inuit* et de l'exigence de protection juridictionnelle effective des particuliers en droit européen", *Cahiers de droit européen*, 1/2014, pp. 21-75, at p. 21.

Cahiers de droit européen, 2012, Bruxelles : Bruylant, 2012, Vol. 1

2012

Ancillary claims, procedural effectiveness and avoidance of conflicting outcomes in parallel and consecutive arbitrations

Transnational Dispute Management

2012

Commentaire de l'arrêt de CIJ du 5 décembre 2011, *FYROM v Greece*

Legal World (en bulgare, la revue n'existe plus)

2010

Présentation succincte de l'arbitrage commercial et de l'arbitrage de protection des investissements étrangers

Legal World (en bulgare, la revue n'existe plus)

2009

Jurisdictional objections to denial of justice claims

Commentaire de *Texaco Petroleum Corporation v The Republic of Ecuador*

OGEL 3 (2009)

Rédaction non signée d'un chapitre de l'ouvrage de Richard Happ et Noah Rubins (mon employeur de l'époque)

Je n'avais pas le choix de ne pas accepter que mon nom ne figure pas en tant que coauteur, car la rédaction de l'ensemble de l'ouvrage avait été sous-traitée à de jeunes juristes, les auteurs se contentant d'une relecture.

"Digest of ICSID awards and decisions, 2003-2007", Oxford: Oxford University Press, 2009

2009

[« Tyrannie de l'identité nationale et liberté de critiquer \(CEDH 15 janvier 2009, *Radko et Paunkovski c. l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine*\) »](#)

Actuellement disponible sur un autre blog.

Publié le 08 septembre 2009 par Combatsdh (blog de Serge Slama)

Nombreuses recensions d'ouvrages juridiques

[MARKET BUILDING THROUGH ANTITRUST](#)

MAI 2014 (*Concurrences*)

[EUROPEAN MERGER REMEDIES. LAW AND POLICY, DORTE HOEG](#)

SEPTEMBRE 2014 (*Concurrences*)

[STANDARDIZATION UNDER EU COMPETITION RULES AND US ANTITRUST LAWS – THE RISE AND LIMITS OF SELF-REGULATION](#)

DÉCEMBRE 2014 (*Concurrences*)

[DER EINFLUSS DES UNIONSRECHTLICHEN BEIHILFENVERBOTS AUF DAS DEUTSCHE STEUERRECHT](#)

FÉVRIER 2016 (*Concurrences*)

CAPACITY MECHANISMS IN THE EU ENERGY MARKET. LAW, POLICY, AND ECONOMICS.

NOVEMBRE 2016 (Concurrences)

Loïc Wagner, *L'Union européenne et le droit international des subventions*, Concurrences, préface de Valérie Michel, 2016, 747 p. (Concurrences)

LA MUTATION DES FRONTIÈRES DANS L'ESPACE EUROPÉEN DE L'ÉNERGIE, FRÉDÉRIQUE BERROD ET ANTOINE ULLESTAD

FÉVRIER 2017 (Concurrences)

ABUSE OF DOMINANCE IN EU COMPETITION LAW. EMERGING TRENDS, PIER LUIGI PARCU, GIORGIO MONTI ET MARCO BOTTA

NOVEMBRE 2017 (Concurrences)

THE EU LENIENCY POLICY : RECONCILING EFFECTIVENESS AND FAIRNESS, BASKARAN BALASINGHAM

FÉVRIER 2018 (Concurrences)

STATE AID AND THE ENERGY SECTOR, LEIGH HANCHER, ADRIEN DE HAUTECLOCQUE ET FRANCESCO MARIA SALERNO (DIR.)

SEPTEMBRE 2018 (Concurrences)

ENFORCING EUROPEAN COMPETITION LAW THROUGH LENIENCY PROGRAMMES IN THE LIGHT OF FUNDAMENTAL RIGHTS, WITH AN OVERVIEW OF THE US LENIENCY PROGRAMME, EMMA SALEMME

SEPTEMBRE 2019 (Concurrences)

Athanase Popov, 'Ilina Cenevska: The European Atomic Energy Community in the European Union Context: The 'Outsider' Within' (2019) 56 Common Market Law Review 296

Jonathan Wildemeersch, Paschalis Paschalidis (ed.), *L'Europe au présent! Liber amicorum Melchior Wathelet*. Brussels: Bruylant, 992 pages. ISBN: 978-2-8027-6204-1. EUR 190, *European Law Review* (2019).

Geoffrey Grandjean, Jonathan Wildemeersch (ed.), *Les juges: décideurs politiques? Essais sur le pouvoir politique des juges dans l'exercice de leur fonction*, Brussels: Bruylant, 2016, 371 p. ISBN: 978-2-8027-5484-8 (*European Public Law*, 2019).

TRANSPARENCY IN EU PROCUREMENTS : DISCLOSURE WITHIN PUBLIC PROCUREMENT AND DURING CONTRACT EXECUTION, KIRSI-MARIA HALONEN, ROBERTO CARANTA ET ALBERT SANCHEZ-GRAELLS

FÉVRIER 2020 (Concurrences)

2008

Articles de vulgarisation du droit de l'Union pour Regards sur l'Est et le Courrier des Balkans (entre 2004 et 2008)

Liens indisponibles ou dans des archives payantes.

● **RÉSEAUX ET ADHÉSIONS**

Associations professionnelles

Je suis membre de l'Observatoire luxembourgeois de droit européen, de l'International Nuclear Law Association et de l'association des juristes franco-britanniques.

En 2023, je fais partie du comité de travail consulté quant à la modernisation du Code civil luxembourgeois.

J'ai organisé par le passé plusieurs conférences, à la Cour de justice de l'UE et ailleurs au Luxembourg, notamment de la part de Mme Eleanor Sharpston et de M. Ian Forrester.

● **ACTIVITÉS SOCIALES ET POLITIQUES**

Activités politico-sociales

Je suis le Président du mouvement politico-culturel d'Bréck.

Ce mouvement promeut le dialogue interculturel, organise des événements et entend publier des livres.

En tant qu'ancien membre du conseil d'administration et trésorier de l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés, j'ai pu pratiquer le droit d'asile et le droit social à titre bénévole, en me familiarisant ainsi entre autres avec le droit luxembourgeois.

J'ai été, pendant deux ans, membre du comité exécutif du parti vert luxembourgeois déi greng, et ai ainsi renforcé l'expertise interne du parti sur certains sujets.

Avant de me consacrer à peu près exclusivement au droit, j'ai travaillé en tant que journaliste et traducteur professionnel (*Courrier des Balkans*, *Regards sur l'Est*, *La Nouvelle alternative*, presse bulgare), mais aussi en tant que lecteur de travaux d'étudiants en droit pour le site www.oboulo.com; traductions de pièces de théâtre pour la Maison Antoine Vitez, de documentaires pour Arte, ainsi que du long-métrage *La cité des Roms* de Frédéric Castaignède, primé à différents festivals (collaboration étroite avec les metteurs en scène au sujet des problèmes des minorités).

● CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES

Participations à des conférences, colloques et séminaires

1. 27-28 septembre 2024: formation donnée à Borovets, Bulgarie, dans le cadre des journées d'étude sur l'octroi de licences nucléaires organisées par le régulateur nucléaire bulgare (en langues bulgare et anglaise);
2. 8 mai 2023: communication au cours d'un colloque à Poitiers sur la primauté du droit de l'Union en tant qu'outil de cohérence et non pas en tant que hiérarchisation entre les ordres juridiques;
3. 17 février 2023 (après-midi): intervention au Conseil d'Etat français sur le rapport français en droit social au congrès de la FIDE, compte tenu de la teneur du rapport luxembourgeois, dont je suis le principal auteur;
4. 17 février 2023 (matin): communication au colloque organisé par la Sorbonne sur les minorités dans l'espace européen (au sujet de la subjectivation de l'appartenance à une minorité nationale dans le contexte du processus de préadhésion);
5. 8 décembre 2022: communication à l'Université de Louvain-la-Neuve au sujet de la discrimination en matière linguistique;
6. Présentation de mon article sur l'arrêt *Wightman* à l'Université du Luxembourg, avec Tess Crean. Grand témoin (*discussant*): Ian Forrester, juge au Tribunal de l'Union.
7. Présentation de l'article "The completeness and the external control of the EU law complete system of legal remedies: effective judicial protection through the lens of practical efficiency, beyond dogmatic assertions of constitutional principles" (synthèse définitive de ma thèse), inédit, pour l'Interdisciplinary Doctoral Symposium on "Democracy, Rule of Law and Human Rights in Europe and the World in Times of Contestation", Leuven, 2018.
8. Nombreuses interventions (une à deux fois par an) au cours des entretiens d'actualité de la Sorbonne et de l'Université du Luxembourg, principalement à propos de la jurisprudence européenne récente et des droits fondamentaux (par exemple "*FV v Council of the EU or the principle of the lawful judge and appeals against first instance judgments of the European judicature*" ou même, plus récemment, une analyse critique de certaines mesures contre la pandémie);
9. Formations internes à la Commission européenne et à la Cour de justice en tant que conférencier, par exemple: «Les évolutions conceptuelles et terminologies induites par le nouveau règlement de procédure de la Cour», mardi 29 janvier 2012, exposé devant les membres de l'équipe A de l'unité de traduction française de la Cour de justice.

● PRIX ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES

15/06/2021

Champion du Luxembourg en haltérophilie

Malgré la présence de deux athlètes plus jeunes dans la même catégorie, j'ai eu mon premier titre national à 40 ans, avant d'arrêter ce sport.

● LOISIRS ET CENTRES D'INTÉRÊT

Activités sportives et de loisirs

Je pratique la musculation et la natation. Auparavant, j'ai pratiqué l'haltérophilie à un niveau intermédiaire. Je suis passionné de littérature et publie même de temps à autre des traductions littéraires, par exemple *L'Histoire slavo-bulgare* de Paisij Hilendarski en 2015 (Rafael de Surtis, France) et *Fureurs* de Boyan Papazov en 2017 (Rafael de Surtis, France).

Publication de deux articles sur l'histoire de la littérature bulgare présentés à l'Université d'Artois (dans les actes de deux colloques parus chez Rafael de Surtis).

J'ai aussi un blog hébergé par le *Courrier des Balkans* (avec sans doute plusieurs milliers de lecteurs), sur lequel je m'exprime sur des sujets spécialisés.

Lien <https://www.courrierdesbalkans.fr/-L-europhile-o-Le-blog-d-Athanase-Popov->

● **BÉNÉVOLAT**

Activités bénévoles dans l'intérêt de la collectivité

Je suis membre du conseil d'administration du club sportif Swimming Luxembourg.

● **CONCOURS EPSO**

Jurys de concours et procédures de sélection

En 2022, j'ai corrigé des épreuves du concours EPSO spécialisé en droit européen.

En 2019, j'ai été nommé membre de jury du concours spécialisé EPSO/AD/374/19 (Law and Finance), dans le cadre duquel j'ai interviewé et évalué de nombreux candidats sur leurs compétences générales, ainsi que dans le cadre de l'exercice de groupe.

En 2018, j'ai participé à plusieurs procédures de sélections d'assistants et d'administrateurs à la Commission européenne, à la demande de l'administration.

En 2017, j'ai corrigé des épreuves du concours EPSO/AD/330/16 (administrateurs dans le domaine nucléaire) à la demande de l'administration.

J'ai été membre du jury du concours EPSO destiné au recrutement de juristes linguistes de langue bulgare à la Cour de justice en 2015.

En 2012-2013, j'ai été membre du jury du concours EPSO destiné au recrutement de juristes linguistes de langue croate à la Cour de justice, avant et après l'adhésion de la Croatie à l'Union. J'ai participé au choix des textes à traduire et aux travaux de correction.